

travaillent deux fois plus longtemps qu'un travailleur moyen. Une semaine de travail de 80 ou de 90 heures est chose normale.

On peut se demander pourquoi ils travaillent de si longues heures et luttent pour survivre contre des concurrents plus puissants. Les petits exploitants ont évidemment la satisfaction de voir leurs idées leur rapporter de l'argent, ce qui leur donne une certaine indépendance économique, mais ils doivent faire preuve de nombreux talents. Ils doivent être à la fois gérants, financiers, vendeurs, organisateurs, exportateurs, dessinateurs, inventeurs, planificateurs de production, et ainsi de suite. Bref, ils doivent avoir l'œil à tout. Ils demandent conseil à toutes sortes de personnes et mettent directement ces conseils en pratique dans leur entreprise où cela produit rapidement des résultats.

Si quelqu'un reçoit depuis toujours des subventions et des dons du gouvernement, il pensera peut-être qu'il n'y a rien de mal à ce que son emprunt soit garanti par le gouvernement. Mais il reste encore dans notre économie des gens qui croient fermement à ce qu'on appelle de façon bien générale le système de la libre entreprise. Ils ont vendu ce qu'ils possédaient afin d'avoir l'argent nécessaire pour lancer une entreprise. Ils espéraient convertir cet argent en quelque chose qu'ils pourraient vendre pour réaliser des bénéfices. Ces gens ont encaissé leur police d'assurance, hypothéqué leur maison, encaissé leurs obligations, emprunté à la banque, travaillé sans rémunération afin de pouvoir régler leurs factures et payer leurs employés et ils ont fait tout cela dans l'espoir de réaliser des bénéfices qui leur permettraient de toucher un salaire et d'obtenir quelque chose en retour de leur investissement. Je l'ai fait moi-même.

Au temps où l'impôt sur les gains en capital et les impôts personnels et commerciaux n'étaient pas aussi écrasants, il était possible d'accumuler des biens qui produiraient un rendement raisonnable, lequel pourrait être réinvesti afin de favoriser l'expansion économique. Les règlements et les contrôles oppressifs ont cependant dissuadé ceux qui étaient prêts à lancer une entreprise, à tel point que bon nombre d'entre eux cherchent refuge ailleurs ou placent leurs valeurs dans des comptes non productifs en attendant que la situation change. Faute d'apporter des changements, nous allons inciter bien des gens qui jouent habituellement un rôle actif dans notre économie à transférer leurs avoirs à l'étranger et notre pays va être le perdant, croyez-moi.

● (1620)

Nous avons déjà, à titre d'indication, le triste bilan du gouvernement dans le secteur de la petite entreprise. Il a finalement trouvé et nommé un ministre d'État chargé de la Petite entreprise. Mais si on veut bien ne pas s'arrêter au titre, on constate que le gouvernement a créé le ministère de la Petite entreprise en 1976 pour calmer ceux qui, de plus en plus nombreux, prenaient conscience que les petites entreprises jouent un rôle important dans l'économie et se devaient d'avoir un porte-parole au sein du cabinet. J'ai suivi l'histoire du ministère d'assez près et je suis convaincu—je ne voudrais pas que l'on pense que je suis de parti pris—que ce n'est qu'en 1979, quand mon collègue le député de Capilano (M. Huntington), a été nommé à ce ministère que celui-ci a véritablement pris son essor et de l'importance. Une fois chargé de ce portefeuille, il a constaté que ses prédécesseurs dirigeaient un ministère à la noix composé d'un ministre, d'un attaché de

Prêts aux petites entreprises—Loi

direction, d'un rédacteur et de quelques secrétaires. C'était un ministère sans personnel et sans politique précise. Il semble que le ministre ait eu principalement pour tâche de prononcer des discours, de répondre aux associations de petites entreprises et de remplacer le ministre de l'Industrie et du Commerce aux manifestations auxquelles celui-ci ne pouvait participer. Ce n'est qu'en 1979 que le ministère a véritablement commencé à se faire entendre, à établir des plans et à définir une orientation pour encourager ce secteur vital de notre économie.

Notre parti appuie le bill C-84 qui va contribuer à faire passer de 850 millions à 1.5 milliard de dollars le montant que le gouvernement s'offre à garantir durant les deux années qui s'achèveront en juin 1982. Néanmoins, ce qu'il faudrait faire, c'est soumettre à la Chambre un train de mesures qui encouragerait les spéculateurs à risquer davantage de capitaux dans le secteur de la petite entreprise. Il nous faut exploiter tous ces capitaux qui pourraient revigorer notre économie. Depuis dix ans, 98 p. 100 des créations d'emploi dans le secteur privé sont dues aux petites entreprises. Près de la moitié des nouveaux produits industriels les plus importants depuis la Seconde Guerre mondiale ont été mis sur le marché par les petites entreprises.

J'ai une confiance inébranlable dans la population canadienne. Je pense que nous pouvons revigorer l'économie à condition de créer un climat favorable. Le problème actuellement, c'est que les chefs de petites entreprises sont en train de perdre espoir. Nous savons tous que le monde entier vit d'espoir. Nous espérons tous en des temps meilleurs. Nous souhaitons la paix. Nous souhaitons la réussite financière afin de pouvoir réaliser notre rêve de stabilité économique qui nous permettrait d'acheter une maison et d'y élever notre famille selon le mode de vie qui nous convient. La disparition de l'espoir suscite toutes sortes de problèmes et de réactions. Les gens craignent de perdre ce qu'ils possèdent déjà et lutteront pour préserver ces possessions. Le gouvernement devient alors leur adversaire.

Le budget en est un excellent exemple. Il a surpassé la constitution pour ce qui est d'unir les Canadiens. En effet, les Canadiens se sont unis, ou ligués, si l'on préfère, contre le gouvernement du Canada. Aujourd'hui, nous en sommes venus à un point où, à moins d'être une société d'État qui saigne à blanc la population, nous ressentons le besoin de nous excuser devant tout succès en affaire, comme si c'eût été une violation de la morale. Aujourd'hui, l'on considère la prospérité presque comme un crime. En fait, dans la société actuelle, le criminel jouit d'une plus grande protection que la victime, et si l'on réussit en affaire, l'on est immédiatement accusé d'avoir eu recours à des échappatoires. Cette situation est tout à fait malsaine.

Le grand recours du gouvernement semble être les palliatifs. Quand un des secteurs de l'économie commence à rouspéter, le gouvernement lui concède un petit dégrèvement fiscal, lui accorde un tarif spécial, ou une série de subventions pour qu'il se tienne coi pendant un certain temps. Le ministre me paraît s'être laissé séduire par l'optique socialiste voulant que le moindre revenu de l'économie appartienne au gouvernement qui ne vous permet de conserver que la portion jugée nécessaire à votre survie. Le gouvernement fait des concessions tout à fait mineures quand on commence à s'agiter. Il impose des règlements inutiles qui en eux-mêmes alimentent l'inflation.